



**PRÉFET
DU PAS-DE-
CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 Gravelines

Gravelines, le 05/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

OPALE ENVIRONNEMENT

52 rue Clément Ader BP 136
62100 Calais

Références : -
Code AIOT : 0007002411

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/03/2025 dans l'établissement OPALE ENVIRONNEMENT implanté ZAC Marcel Doret Rue Marcel Doret - BP 136 62100 Calais. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OPALE ENVIRONNEMENT
- ZAC Marcel Doret Rue Marcel Doret - BP 136 62100 Calais
- Code AIOT : 0007002411
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société OPALE ENVIRONNEMENT exploite un centre de tri de déchets industriels banals et de collectes sélectives situé rue Marcel Doret à Calais. Les déchets ainsi triés sont le papier, le carton, le verre, la ferraille et le bois.

Les installations sont composées notamment de:

- le bâtiment n° 1 contenant une ligne de tri utilisée pour les déchets industriels banals, les papiers et les cartons. Il contient également une presse pour la mise en balle des matières valorisables ;
- le bâtiment n° 2 contigu au bâtiment n°1. Il contient une ligne de tri qui servait au tri des collectes sélectives des ménages, le tapis d'alimentation de la presse à balle, les aires de réception et de tri de l'essentiel des déchets réceptionnés ainsi que les aires de stockage des refus de tri en attente d'enlèvement ;
- une zone de stockage en extérieur des produits valorisables : sur la partie arrière du centre se situe la zone de stockage des matières valorisables en balles.

L'activité du site est autorisée par un arrêté préfectoral du 03 août 2011, complété par arrêté complémentaire du 4 avril 2015.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	ressources en eau	AP Complémentaire du 02/09/2022, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Etat des moyens d'intervention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Sans objet
2	Maintenance et contrôle des moyens d'intervention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Sans objet
3	Rapport de maintenance et de contrôle périodique des moyens d'intervention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Sans objet
4	Indisponibilité des moyens d'intervention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les moyens de lutte contre l'incendie prévus par l'arrêté préfectoral sont présents, accessibles et

bien entretenus.

L'exploitant doit cependant renforcer son organisation pour permettre d'informer à tout moment les services de secours en cas de besoin;

Il doit également fournir les essais en simultané des moyens de lutte contre l'incendie montrant la disponibilité de 360 m3 sur 2h.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des moyens d'intervention
Prescription contrôlée : Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance. [...]
Constats : le plan de secours situé sur la façade du site figure une partie des moyens de secours (RIA). y ajouter les moyens extérieurs (PI et BI) Un plan topographique du site (relevé des 2 PI et d'un BI) du 10/04/2025 est fourni postérieurement à l'inspection: il figure les PI, BI, RIA et extincteurs. Le jour de l'inspection le responsable du site est absent et son adjoint n'est pas informé de la situation des moyens de secours extérieurs (situation des PI et BI). L'exploitant doit mettre en place une organisation lui permettant d'informer à tout moment les services de secours; Les moyens de secours sur site (RIA, extincteurs) sont visibles, accessibles et visiblement en bon état;
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit mettre en place une organisation lui permettant d'informer à tout moment les services de secours;
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Maintenance et contrôle des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68
Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance et contrôle des moyens d'intervention
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-

feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur. [...]
Constats : Par mail du 11/04/2025 l'exploitant fournit un extrait de son plan de surveillance informatisé. Celui comprend la liste des contrôles à effectuer, la périodicité, l'organisme ou la personne chargée du contrôle, le pilote en charge du suivi de l'action et la date d'échéance. Ce plan de surveillance couvre tous les domaines : moyens de lutte contre l'incendie, eau, bruit, ESP, portique de détection de radioactivité.... Le plan de surveillance ne reprend pas le contrôle des PI et BI : les ajouter
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Rapport de maintenance et de contrôle périodique des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport de maintenance et de contrôle périodique des moyens d'intervention
Prescription contrôlée : [...] Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.
Constats : par mail du 11/04/2025, l'exploitant a fourni la copie du registre sur lequel sont notées les dates des interventions pour contrôle/vérification des matériels du site. vu contrôle par SOMEX le 30/01/2025: extincteurs, RIA, désenfumage et alarme. les rapports de ces contrôles sont disponibles : - exutoires et leurs commandes : RAS - RIA : bon Etat -1 manomètre et 3 diffuseurs à changer. les 2 pompes du surpresseur ont été testées (OK) - les vannes de barrage sont notées inaccessibles et doivent être signalées. - extincteurs : 2 extincteurs sur 47 à remplacer - alarme : RAS sauf sirène bâtiment 2 HS vu facture SOMEX du 11/04/25 avec extincteurs remplacés et diffuseurs remplacés. Par mail du 28/04/2025, l'exploitant indique que la réparation du haut parleur pour le bâtiment 2 a été réalisée en interne (remplacement du cordon d'alimentation) Par mail du 28/04/2025, l'exploitant précise que seul le manomètre sur le RIA le plus défavorisé et requis . il fournit une photo montrant que ce manomètre est opérationnel.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Indisponibilité des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68
Thème(s) : Risques accidentels, Indisponibilité des moyens d'intervention
Prescription contrôlée :

<p>[...] En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p>
<p>Constats :</p> <p>par mail du 11/04/2025, l'exploitant a transmis la procédure prévoyant l'indisponibilité des moyens d'extinction, en précisant qu'elle allait être ajoutée dans le plan d'intervention interne (PII) dont la mise à jour est en cours de finalisation.</p> <p><u>Procédure prévoyant l'indisponibilité des moyens d'extinction et de détection :</u></p> <p>"En cas d'indisponibilité d'un extincteur, celui-ci sera remplacé dans les plus brefs délais par un extincteur de même type.</p> <p>En cas d'indisponibilité d'un RIA : le vidage des stocks de déchets sera réalisé dans la zone couverte par le RIA et des moyens complémentaires en extincteur seront ajoutés dans cette zone.</p> <p>En cas d'indisponibilité de plusieurs RIA : le vidage des stocks de déchets sera réalisé sur site et des moyens complémentaires en extincteur seront ajoutés.</p> <p>En plus de ces mesures, une activité réduite du site sera maintenue avec un travail à flux tendu des déchets : l'évacuation des matières se fera au fil de l'eau, pour ce faire l'envoi des matières sera réalisé dans des filières agréées de proximité avec une augmentation des moyens de transport.</p> <p>En cas d'indisponibilité d'une caméra thermique : Pendant les heures ouvrées, un agent sur site effectuera des rondes de surveillance. En dehors des heures ouvrées, une demande de ronde complémentaire par vidéo gardiennage sera sollicitée pour la zone concernée.</p> <p>En cas d'indisponibilité de l'ensemble des caméras thermiques : Pendant les heures ouvrées, un agent sur site effectuera des rondes de surveillance. En dehors des heures ouvrées, un gardiennage physique sera mis en place.</p> <p>En toute circonstance, le SDIS et la DREAL seront informés en précisant la nature de l'indisponibilité, la zone concernée, les mesures provisoires mises en place, ainsi que la date prévisionnelle de la remise en état."</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : ressources en eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/09/2022, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, ressources en eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions de l'article 7.5.3 - Ressources en eau - de l'arrêté préfectoral du 3 août 2011 sont remplacées par les dispositions suivantes :</p>

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'une défense extérieure contre l'incendie de telle sorte que les sapeurs-pompiers puissent disposer, durant 2 heures, d'un débit d'extinction minimal de 180 m³/h, soit un volume total de 360 m³ d'eau, dans un rayon de 150 m, par voies carrossables, mais à plus de 30 mètres du risque à défendre et en-dehors des flux thermiques. Cette prescription pourra être réalisée par : 2 à 3 Poteaux d'Incendie ou Bouches d'Incendie (en simultané) de 100 mm ou 150 mm normalisés (NFS 61.213), conformes à la circulaire interministérielle n° 465 du 10 décembre 1951 et susceptibles d'assurer un débit minima de 60 m³/heure et maxima de 120 m³/h chacun, pendant 2 heures, sous une charge restante de 1 bar, avec une pression dynamique de 8 bar maximum. Ces hydrants seront implantés en bordure d'une voie accessible aux engins d'incendie ou tout au plus à 5 mètres de celle-ci ;
- RIA de diamètre 40 mm de manière à ce que chaque point des locaux et alvéoles puissent être atteints par le jet d'au moins 2 lances. L'accès aux RIA doit être facile, leurs abords seront maintenus constamment dégagés et leurs emplacements signalés d'une façon visible.

S'ils sont placés dans des armoires ou coffrets (RIA extérieurs), ceux-ci doivent être signalés et ne pas contenir de dispositifs de condamnation. Les robinets d'incendie sont protégés contre les chocs et le gel. Les RIA situés à l'extérieur sont équipés d'un système de purge de conduite.

Les RIA doivent comporter la marque NF.A.2P. L'alimentation en eau des appareils doit être indépendante des besoins ordinaires de l'établissement. Le robinet d'incendie le plus défavorisé doit avoir une pression au moins égale à 2.5 bars. Cette pression doit pouvoir être contrôlée au moyen d'un manomètre avec robinet 3 voies ;

- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques. Leur installation sera conforme à la règle R4 de l'APSA.

Constats :

le site dispose :

- de 11 RIA. Ceux-ci sont représentés sur le plan de secours situé à l'entrée du site. ils sont visibles et accessibles le jour de la visite. Les RIA extérieurs sont situés dans des coffrets sans dispositif de condamnation. D'après le CR de vérification du 30/01/2025 (SOMEX), Les RIA sont protégés contre le gel et les RIA situés à l'extérieur sont équipés d'un système de purge de conduite. **le rapport de vérification des RIA du 30/01/2025 indique que le schéma d'alimentation avec indication du fonctionnement n'est pas présent. ce point est à préciser sous 15 jours.**

les RIA sont tous équipés de manomètres. des essais ont été réalisés . le RIA le plus défavorisé est le 10 avec une pression > 2,5 bars.

- de 47 extincteurs. La conformité de leur installation à la règle R4 de l'APSA n' a pas été vérifiée le jour de la visite.

- de 2 PI et 1 BI extérieurs de diamètre 100 mm (identifiées par leur n° : PI 404, PI 451 et BI 698). Ces hydrants seront implantés en bordure de voie publique (rue Marcel Doret et rue Clément Ader). **Seuls les hydrants 451 et 698 répondent aux dispositions de l'arrêté car ils sont situés à**

moins de 150 m par voies carrossables.

Des essais individuels de débits de ces hydrants sont régulièrement réalisés par Suez. les derniers essais datent du 04 et 05/11/2024 :

PI 451 : 82 m³/h sous 1 bar

BI 698 : 129 m³/h sous 1 bar

PI 404 : 88 m³/h sous 1 bar (pour mémoire)

Ils ne sont pas représentés sur le plan de secours situé à l'entrée du site.

Le jour de la visite, il n'y pas d'essai simultané des hydrants 451 et 698 montrant la disponibilité de 360 m³ sur 2h conformément à l'arrêté.

Par mail du 28/04/2025, l'exploitant fournit les essais simultanés suivants sous 1 bar (essais réalisés le 24/04/25) :

- PI 404 (105 m³/h) et PI 451 (88 m³/h)

- PI 404 (100 m³/h) et BI 698 (65 m³/h)

Ces essais ne permettent pas de vérifier le respect de la disponibilité de 360 m³ sur 2h conformément à l'arrêté :

- le PI 404 est situé à plus de 150 m du risque à défendre.

- pour le calcul des débits disponibles, les débits mesurés sont arrondis au multiple de 60 m³/h inférieur ce qui ne permet pas d'atteindre 180 m³/h

L'exploitant doit vérifier avec le SDIS que le PI 404 peut être pris en compte ou pas et présenter un essai simultané démontrant la disponibilité de 360 m³ sur 2h conformément à l'arrêté.

la vérification des moyens est également traitée au point de contrôle 3

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- **fournir le schéma d'alimentation avec indication du fonctionnement** (prouvant que l'alimentation en eau des appareils est indépendante des besoins ordinaires de l'établissement)

L'exploitant doit vérifier avec le SDIS que le PI 404 peut être pris en compte ou pas et présenter un essai simultané démontrant la disponibilité de 360 m³ sur 2h conformément à l'arrêté.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois